

Législatives : Emmanuel Macron dénonce la «parole désinhibée», «le racisme ou l'antisémitisme»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 42 minutes

Le chef de l'État a dénoncé depuis Bruxelles l'«arrogance» du Rassemblement national qui selon lui s'est «déjà réparti» tous les postes du gouvernement avant même les élections législatives.

Le président français Emmanuel Macron a dénoncé à Bruxelles l'«arrogance» du Rassemblement national qui selon lui s'est «déjà réparti» tous les postes du gouvernement avant même les élections législatives, et a déploré la «parole désinhibée», «le racisme ou l'antisémitisme» dans le débat politique. Les dirigeants du parti nationaliste affirment qu'en cas de victoire et d'accès au gouvernement, il leur reviendra de désigner le futur commissaire européen représentant la France, et que le président ne sera qu'un chef des armées «honorifique».

«*Je ne ferai aucun commentaire sur tout cela*», a répondu le chef de l'État devant la presse dans la nuit de jeudi à vendredi à l'issue d'un sommet européen, renvoyant aux déclarations des membres de son gouvernement qui ont critiqué une distorsion de la Constitution. «*Mais quelle arrogance!*», a-t-il lancé au sujet du RN. «*Tous les postes sont déjà répartis, ils sont déjà dans la place*», «*maintenant, il faudrait plus aller voter*», a-t-il ajouté. «*Qui sont-ils pour expliquer ce que devrait être la Constitution?*», a-t-il insisté.

Alors qu'un député sortant RN a estimé qu'un membre du gouvernement ne pouvait pas être binational et visé particulièrement l'ancienne ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem, Emmanuel Macron s'est aussi emporté.

«C'est une dissolution des esprits et des consciences», «une trahison profonde de ce qu'est la France», a-t-il martelé, dénonçant «la parole désinhibée de ces derniers jours, le racisme ou l'antisémitisme désinhibé». «La France s'est construite par des grandes figures. Je rappelle que parmi les premiers élus de la République, il y eut des non-Français qui ont fait notre République», a-t-il ajouté, alors que le président du RN Jordan Bardella dit vouloir interdire certains emplois «extrêmement sensibles» aux Français ayant une double nationalité.

«Nous devons combattre avec force et on doit s'indigner de ces choses-là», a-t-il ajouté, prenant la défense de «Najat Vallaud-Belkacem, de tous les ministres et de tous les parlementaires, mais de toutes les femmes et des hommes qui, dans notre pays, sont Français et ont une autre nationalité» en raison de «leur histoire familiale», «l'histoire de leur vie», «l'exil», «les choix d'amour ou de vie professionnelle». Prié de dire s'il donnerait une consigne pour le second tour en cas de duels entre des candidats du Rassemblement national et de la coalition de gauche Nouveau Front populaire, il a répondu: «J'ai demandé à ce que les responsables politiques s'expriment avec la plus grande clarté. Et ils le feront.»

Alors qu'il a pu donner l'impression ces derniers temps de mettre sur un pied d'égalité ce qu'il désigne comme les «deux extrêmes», le RN et La France insoumise «et ceux qui les suivent», Emmanuel Macron a semblé à Bruxelles nuancer cette position. «J'ai eu l'occasion de dire qu'à l'extrême gauche des gens avaient tenu des propos sur l'antisémitisme ou la violence, sur l'antiparlementarisme que je désapprouvais, qui sortaient de l'arc républicain, mais je ne fais pas une confusion générale avec l'ensemble d'autres formations politiques», a-t-il conclu.

Vos résultats

Recevez les résultats des élections 2024 et des suivantes dans les communes de votre choix

Nom de la ville ou code postal

Votre email

Entrez votre email

VALIDER

La rédaction vous conseille

- **Ukraine, Otan, Gaza : quelle politique étrangère pour le Rassemblement national ?**
- **Législatives : Jordan Bardella présente «le programme de redressement» du Rassemblement national**
- **Législatives : «La première urgence, c'est d'éviter le Rassemblement national», estime Laurent Berger**

Sujet

Emmanuel Macron
